



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 1 - Guinée | Aout 2025

**Veille et prévention des crises
en Guinée:
renforcer la gouvernance et apaiser
les tensions sociopolitiques**

Résumé exécutif

La Guinée a traversé, sur la période analysée, une crise multiforme marquée par une succession d'incidents graves touchant à la fois la sécurité, la cohésion sociale et l'autorité des institutions. Cette note de politique présente les conclusions d'une analyse des incidents survenus en Guinée entre le 1er janvier et le 19 août 2025. Durant cette période, 56 incidents de violence ont été recensés. L'analyse révèle la prédominance des tensions liées aux disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics, à la corruption et à la faiblesse des mécanismes de prévention des conflits. Le monitoring a identifié des foyers de vulnérabilité critiques, soulignant l'existence de risques élevés et imminents. Ces tensions exacerbent la défiance citoyenne et fragilisent le tissu social déjà éprouvé par la transition politique. Les interventions menées par l'État, la société civile ou l'administration locale restent souvent réactives, rarement coordonnées et insuffisantes pour enrayer la spirale de l'insécurité et des inégalités régionales. La faible résilience des dispositifs de médiation et les lenteurs administratives aggravent l'insatisfaction populaire. Dans ce contexte, le besoin de réforme systémique et de réponse proactive devient urgent, exigeant une approche intégrée et inclusive fondée sur la prévention, la responsabilisation et la justice sociale. C'est pourquoi, la note de politique propose des recommandations concrètes pour orienter les décideurs vers des actions de prévention ciblées afin de renforcer la stabilité et la cohésion sociale en Guinée qui s'achemine vers un retour à l'ordre constitutionnel après le coup d'état militaire du 21 septembre 2021.

Faits saillants

- 56 incidents de violence ont été répertoriés, dont 15 à Nzérékoré et 14 à Conakry.
- Les disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics est l'indicateur le plus fréquent parmi les 26 indicateurs dont le niveau d'alerte a été relevé, avec six cas documentés.
- La circulation non contrôlée d'armes légère, la présence de milices locales, les manifestations violentes et les risques transfrontaliers liés aux flux de réfugiés, aux trafics illicites (or, carburant, armes) et aux retours de groupes armés sont des facteurs de fragilité récurrents.
- Vulnérabilités structurelles : inégalités régionales, chômage massif des jeunes, accès inéquitable aux services sociaux de base et tensions récurrentes autour du foncier et de la chefferie ;
- Hausse notable des violences basées sur le genre dans plusieurs préfectures et absence de réponse institutionnelle efficace ;
- Inégalités criantes dans l'accès aux services essentiels (santé, eau, électricité, éducation), aggravées par les catastrophes naturelles et les défaillances techniques non anticipées ;
- Corruption endémique et dysfonctionnement des procédures dans la gestion publique locale, notamment dans la délivrance de services ou le contrôle des activités économiques ;
- Absence ou inefficacité des mécanismes réguliers de médiation et de concertation communautaire.

INTRODUCTION

La Guinée, en pleine transition politique, est confrontée à une situation complexe, marquée par des risques de tensions électorales, une gouvernance sous pression et des institutions en quête de légitimité. Des vulnérabilités structurelles comme le chômage des jeunes, les inégalités régionales, les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et communautaires sont des facteurs de fragilité persistants. S'y ajoutent de nouveaux défis, notamment la prolifération des discours de haine sur les réseaux sociaux.

Afin de répondre à ces défis, le Gorée Institute met en œuvre le programme « La Recherche au service de la démocratie et la cohésion sociale (RESDECS) » en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal, en partenariat avec ENABEL et l'Union européenne qui vise à utiliser la recherche et le dialogue pour améliorer les processus démocratiques et renforcer la cohésion sociale. Le système d'alerte précoce du projet a pour mission d'identifier les signaux faibles, de produire des informations fiables et de fournir des recommandations opérationnelles pour la prévention des crises. L'alerte précoce est un dispositif de veille, d'analyse et de communication visant à anticiper l'apparition ou l'escalade de crises politiques, sociales ou sécuritaires, afin de permettre aux décideurs de prendre des mesures rapides et adaptées. La situation actuelle en Guinée témoigne d'une tension permanente entre aspirations démocratiques, crise d'autorité et violences multiformes affectant profondément la population. Cette note de politique synthétise les principaux enseignements des incidents récents rapportés par les dispositifs d'alerte précoce citoyenne, afin d'éclairer les décideurs publics, la société civile et les partenaires techniques sur la nécessité d'une refonte des approches institutionnelles, sécuritaires et sociales. Elle plaide pour une lecture systémique des vulnérabilités en considérant simultanément la dynamique politique, la distribution inégale des ressources et l'insuffisance des mécanismes de dialogue et de prévention. Elle repose sur la collecte d'informations factuelles, l'analyse de

tendances et la formulation de recommandations à court et moyen termes.

Méthodologie

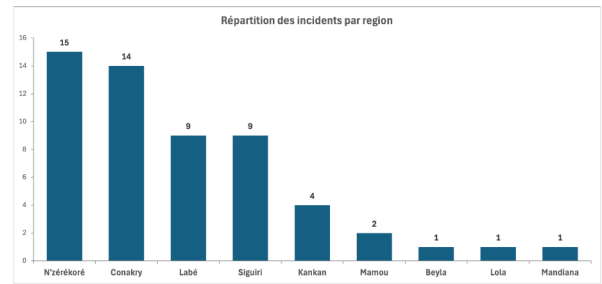
La méthodologie repose sur un dispositif de monitoring continu et de veille documentaire, conçu pour identifier, suivre et analyser les dynamiques politiques, sociales et sécuritaires qui peuvent constituer des signaux précoces de crise. Elle s'appuie sur le cadre théorique de l'alerte précoce, défini comme l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'interprétation de données factuelles permettant d'anticiper les risques et de renforcer la capacité de réaction des acteurs publics et de la société civile. La collecte d'informations s'effectue principalement à partir de sources secondaires diversifiées : textes législatifs, rapports officiels et statistiques nationales, publications des organisations internationales et des ONG, analyses académiques, ainsi que médias nationaux et internationaux (presse écrite, radio, télévision et médias en ligne). L'accent est mis sur la triangulation des sources et la prise en compte des divergences éditoriales pour limiter les biais. En complément, une veille active des réseaux sociaux permet de suivre la circulation des rumeurs, les discours de haine et les mobilisations citoyennes, qui constituent des indicateurs essentiels dans le contexte guinéen. Le dispositif utilise un référentiel de 67 indicateurs validés lors d'un atelier participatif, structurés autour de la gouvernance politique, de la cohésion sociale et la paix/prévention des conflits. Le dispositif s'appuie sur un réseau de quatre (04) moniteurs déployés dans les quatre (04) régions naturelles du pays : Basse Guinée (Conakry), Haute Guinée (Kankan, Siguiri et Mandiana), Moyenne Guinée ou Fouta Djallon (Labé, Mamou,) et la Guinée Forestière (Nzérékoré, Lola et Beyla). Ce maillage permet de saisir autant les dynamiques urbaines, marquées par les mobilisations politiques que sociales, et les dynamiques rurales, souvent liées aux tensions foncières, aux rivalités intercommunautaires ou aux effets des crises régionales. Les moniteurs procèdent à une veille documentaire régulière, à une revue de presse

systématique, à l'extraction d'informations quantitatives et qualitatives relatives aux indicateurs, ainsi qu'à un codage thématique pour classer les données en fonction des composantes et sous-indicateurs définis. L'analyse repose sur le dépouillement systématique de rapports circonstanciés établis par un réseau de moniteurs couvrant plusieurs régions et préfectures du pays. Chaque fiche d'incident décrit de façon détaillée : la date, le lieu, les auteurs présumés, les facteurs déclencheurs, la nature des interventions, ainsi qu'une qualification de l'évènement selon des indicateurs validés en atelier (violences, discriminations, désastres naturels, défaillances institutionnelles, etc.). Les cas rapportés sont triangulés à partir de témoignages directs, de sources médicales, des médias et des responsables locaux, assurant ainsi la véracité et la profondeur contextuelle de chaque situation recensée. Ce dispositif méthodologique vise à produire une analyse contextualisée, rigoureuse et opérationnelle, permettant de détecter à temps les signaux faibles, d'identifier les tendances émergentes et de formuler des recommandations, dans une perspective de prévention et de consolidation durable de la paix.

Analyse des incidents

L'analyse de 56 incidents remontés entre le 1er janvier et le 19 août 2025 révèle des dynamiques de tension variées. Géographiquement, la majorité des incidents a été signalée dans la préfecture de Nzérékoré (15) suivi de la ville de Conakry (14) et des préfectures de Labé et Siguiri (9) incidents chacun, illustrant des vulnérabilités de ses préfectures.

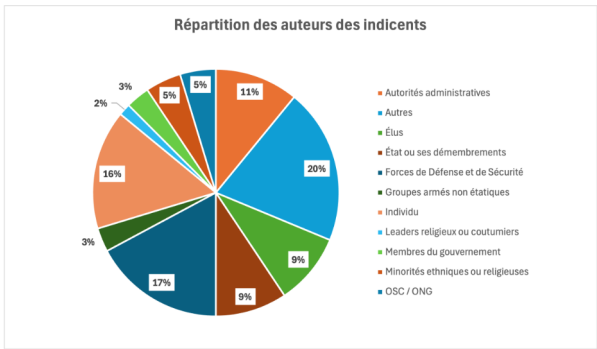
Figure 1 : Répartition des incidents par région



Cette situation corrobore avec la cartographie des zones à risque de tension électorale réalisée par le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP-Guinée), dans le cadre de la mise en œuvre de son projet E-MAM (Suivi, Analyse et Atténuation de la Violence Électorale) qui présente « les régions de Kankan, Nzérékoré, Labé et Conakry comme des zones à risque "Très élevé" ».

Les auteurs des incidents sont divers. Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont impliquées dans la répression des manifestations, comme l'incident tragique du 14 août 2025 à Conakry où un élève de 16 ans a été mortellement touché par balle. Les « Groupes armés non étatiques » sont également actifs, comme l'a montré l'agression mortelle d'un gérant d'Orange Money à Mamou le 13 août 2025. Les acteurs politiques et les communautés locales sont aussi des acteurs clés, impliqués dans des affrontements et des conflits communautaires.

Figure 2 : Répartition des acteurs des incidents



L'analyse des niveaux d'alerte révèle la présence de risques significatifs. Sur les 26 incidents dont le niveau d'alerte a été relevé, 11 sont classés au niveau jaune, ce qui signifie qu'ils sont des situations à surveiller. Cependant, la présence de 3 incidents de niveau orange (risque élevé) et de 3 incidents de niveau rouge (crise imminente ou en cours) souligne la gravité de la situation dans certains foyers de vulnérabilité.

Les indicateurs les plus fréquemment relevés sont les suivants :

1. Disparités régionales perçues

Avec 06 cas, cet indicateur est le plus fréquent, témoignant d'un sentiment d'injustice territoriale qui peut alimenter les tensions sociales souvent liées à l'accès inéquitable aux ressources, qu'elles soient économiques, ou politiques. Les incidents collectés mettent en évidence plusieurs indicateurs récurrents. Les disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics (santé, eau, éducation) constituent le signal le plus fréquent, traduisant un fort sentiment d'injustice territoriale. De plus, l'histoire politique du pays montre que les questions d'ethnicité et de répartition du pouvoir politique sont profondément liées aux disparités régionales et engendrent souvent de la frustration au sein de certaines communautés. L'inégalité d'accès aux services de base, à l'emploi et aux opportunités de développement renforce ce sentiment d'exclusion.

2. Corruption et impunité

Elle revient à trois reprises, confirmant sa persistance comme facteur de fragilité institutionnelle dans le pays. L'incident du 11 août 2025 à Kankan, où la jeunesse de Tokounou réclame le départ de la délégation spéciale suite à un détournement de fonds publics, est un exemple irréfutable. François Valérian, Président de Transparency International, déclarait à l'occasion de la publication du rapport de l'indice de perception de la corruption 2024 que « La corruption est une menace mondiale en constante évolution qui fait bien plus que saper le développement – c'est l'une des principales causes du déclin de la démocratie, de l'instabilité et des violations des droits de l'homme. La communauté internationale et tous les pays doivent faire de la lutte contre la corruption une priorité absolue et à long terme... ». Ses dernières années en Guinée, les autorités de la transition ont fait de la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics leur cheval de bataille. Ces efforts ont permis au pays de gagner 8 points (133ème place sur 180 comparé à 2023, 141ème), de l'indice de perception de la corruption. Le secrétaire exécutif de l'Agence

Nationale de Lutte contre la Corruption et de Promotion de la Bonne Gouvernance, Docteur Mohamed Béréte s'est réjoui après la publication du rapport « c'est grâce à la lutte ferme contre la corruption du Général Mamadi Doumbouya » avant d'inviter tous les acteurs et à tous les niveaux de s'impliquer dans cette lutte.

3. Insécurité, et restriction de l'espace publique

Des événements rappellent la brutalité de la réponse institutionnelle face à l'expression citoyenne et la défiance croissante envers les forces de l'ordre. Un incident remonté par les moniteurs montre que « la douleur est immense dans la famille de Mamadou Lamarana Diallo, élève de 16 ans, mortellement touché par balle alors qu'il se rendait à la commune pour un recensement scolaire ». Ce type d'incident, survenu hors de tout contexte de manifestation, alimente la suspicion sur l'usage disproportionné de la force publique et la sécurité des jeunes. D'autres cas mettent en avant les conséquences des arrestations et poursuites judiciaires arbitraires contre des journalistes, blogueurs ou activistes, générant une atmosphère de peur et d'autocensure qui compromet le débat public et la participation citoyenne à la gouvernance du pays. L'inculpation et l'emprisonnement du journaliste et syndicaliste Sékou Jamel Pendessa à Conakry le 22 janvier 2025, ainsi que la mort d'un jeune manifestant à Soloprimo le 30 juillet 2025, illustrent la répression des libertés publiques. A noter que les deux dernières années, l'accès à internet et/ou aux réseaux sociaux a été restreint à plusieurs reprises, des sites d'information en ligne ont été inaccessibles, des radios ont été rendues inaudibles et retirées de l'offre de certaines plateformes de diffusion. En mai 2024, les autorités guinéennes avaient retiré les agréments d'exploitation de plusieurs radios et télévisions privées, entraînant leur fermeture. Les médias concernés sont : les radios FIM FM, Espace FM, Sweet FM, Djoma FM et les Télévisions Djoma TV, Espace TV. Cette décision avait été justifiée par le gouvernement par le « non-respect du contenu des cahiers des charges ». Au regard de cela, le classement du pays en termes de liberté d'expression a fortement régressé en 2025, passant de 103e sur 180 par rapport à 2024 (78e) selon Reporteur Sans Frontière.

4. Absence de mécanismes de médiation

Cet indicateur apparaît deux fois, soulignant la faiblesse des cadres de prévention des conflits pourtant nécessaire en cette période cruciale que traverse le pays. D'autres incidents, bien que moins fréquents, sont révélateurs de tensions structurelles : les incidents interethniques ou intercommunautaires et le non-respect des engagements de la transition politique. La circulation non contrôlée d'armes légères ou artisanales et l'absence de mécanismes de médiation ou de concertation réguliers apparaissent chacune deux fois, soulignant à la fois la vulnérabilité sécuritaire et la faiblesse des cadres de prévention des conflits. Par ailleurs, plusieurs indicateurs sont relevés de manière ponctuelle mais significative : arrestations de journalistes et d'activistes, injustices perçues ou décisions judiciaires contestées, incidents interethniques ou intercommunautaires, réactivation de conflits historiques, absence de mécanismes traditionnels de résolution des conflits, interdictions de manifestations pacifiques, faible confiance dans les institutions politiques, apparition de milices locales, suspension du dialogue politique national, faible taux de résolution des conflits par les voies légales, ainsi que des morts ou blessés dus à des conflits locaux. Bien que recensés une seule fois chacun, ces signaux constituent autant d'indices révélateurs des tensions structurelles et conjoncturelles qui fragilisent la stabilité en Guinée. Des événements isolés mais révélateurs de tensions profondes sont également recensés. En juillet et août 2025, plusieurs cas de viols ont été signalés dans la préfecture de Koubia, dénoncés par le collectif de femmes « La voix des victimes de viol » qui souligne l'incapacité des autorités à répondre rapidement et à garantir la protection et la dignité des femmes dans la cité. Selon le collectif, « aucune autorité sur place n'est intervenue sur cette déclaration de presse (...) cela illustre la banalisation du phénomène et la nécessité de mesures cohérentes pour lutter contre l'impunité et accompagner les rescapées ». La résilience communautaire se heurte au manque de moyens et de services spécialisés pour la prise en charge médicale, psychologique et judiciaire : les dossiers stagnent, les victimes s'isolent, et la confiance dans l'État s'effrite davantage, poussant les associations à pallier tant bien que mal ces carences structurelles.

5. Recommandations

En se basant sur les faits saillants, les recommandations stratégiques suivantes sont formulées :

- **Améliorer l'accès équitable aux services publics** : Le gouvernement devrait mettre en œuvre des politiques ciblées pour réduire les disparités régionales perçues en matière d'accès aux services sociaux de base (santé, d'éducation, l'eau, route, électricité etc.) afin d'atténuer le sentiment d'injustice territoriale.
- **Renforcer l'État de droit et lutter contre l'impunité** : Les autorités doivent renforcer des mesures anticorruptions pour restaurer la confiance dans les institutions et s'assurer que les forces de sécurité agissent dans le respect du droit et que les responsables d'abus, soient tenus pour responsables.
- **Renforcer le dialogue politique** : Les acteurs de la transition (Gouvernement de transition, partis politiques, société civile) devraient se réengager dans des discussions inclusives pour résoudre les différends et respecter les engagements pris à l'approche des échéances électorales.
- **Promouvoir la médiation locale et la résolution des conflits** : Les autorités administratives et locales et les organisations de la société civile doivent soutenir les mécanismes traditionnels et communautaires de résolution des conflits et renforcer les capacités des acteurs locaux pour prévenir les affrontements communautaires.
- **Renforcer la sécurité et le contrôle des armes** : Les forces de l'ordre et les autorités locales doivent intensifier les efforts pour contrôler la circulation des armes légères et artisanales, en particulier dans les zones frontalières, pour réduire les risques de violence.
- **Soutenir l'espace civique** : Le Gouvernement de transition doit garantir la liberté de la presse et d'expression en protégeant les journalistes et les activistes, et en autorisant les manifestations pacifiques selon les dispositions en vigueur.

- **Mettre en place un système d'aide intégrée** pour les victimes de violences sociales et familiales, associant services de santé, justice et accompagnement psychologique ;
- **Accélérer la transparence et la communication institutionnelle** sur les enquêtes et décisions publiques, afin de renforcer la confiance des populations ;
- **Lutter de manière proactive contre la corruption et la circulation illégale d'armes**, à travers des actions conjointes entre services de sécurité, justice et société civile ;
- **Instituer un observatoire indépendant** du respect des droits humains et de la gestion équitable des affaires publiques.

Conclusion

L'analyse des incidents révèle de profondes vulnérabilités institutionnelles, accentuées par

l'immobilisme politique et les retards dans la réponse aux urgences de la société guinéenne. La situation en Guinée en cette période critique de retour à l'ordre constitutionnel exige une vigilance constante et des actions préventives ciblées et collectives car l'analyse des incidents récents dans le pays confirme la fragilité du contexte socio-politique. Les signaux d'alerte persistent, indiquant des risques d'escalade des tensions si des mesures préventives ne sont pas prises. La forte récurrence des incidents liés aux disparités régionales et à la corruption, ainsi que la présence de violences communautaires et d'atteintes aux libertés publiques, nécessitent une réponse rapide et coordonnée de la part des acteurs publics et de la société civile pour apaiser les tensions. Il est impératif de puiser dans les leçons tirées des nombreux témoignages citoyens afin de bâtir une société où la prévention, la justice réparatrice et la concertation soient au cœur de l'action publique. Ce virage suppose une volonté politique renouvelée et des moyens adaptés à la réalité des risques, des attentes et du potentiel solidaire du pays.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composantes/Indicateurs	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Guinée					
Disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics (santé, eau, éducation)		5	1		6
Nombre d'incidents interethniques ou intercommunautaires signalés	1				1
Gouvernance politique et démocratique en Guinée					
Absence de mécanismes de médiation ou de concertation réguliers		1	1		2
Arrestations ou poursuites judiciaires de journalistes, blogueurs ou activistes	1			1	2
Corruption	1	2			3
Interdiction ou répression de manifestations pacifiques				1	1
Suspension ou échec du dialogue politique national	1				1
Taux de confiance dans les institutions politiques		1			1
Paix et Prévention des Conflits en Guinée					
Absence de mécanismes traditionnels ou communautaires de résolution de conflits		1			1
Apparition ou retour de milices locales, groupes d'auto-défense		1			1
Circulation non contrôlée d'armes légères ou artisanales	2				2
Faible taux de résolution des conflits par les voies légales	1				1
Nombre de cas d'injustice perçue ou de décisions judiciaires contestées	1				1
Nombre de morts/ blessés dus à des conflits locaux (foncier, chefferie, coutumes)			1		1
Non-respect des engagements de la transition ou du dialogue national				1	1
Réactivation de conflits historiques ou anciens traumatismes collectifs	1				1
Total	9	11	3	3	26

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute